

Admins - Demande #3119

Demande # 3118 (Fermé): Se conformer au RGPD

Nommer un-e Délégué-e à la protection des données ?

05/03/2018 10:14 AM - Quentin Gibeaux

Status:	Fermé	Start date:	05/03/2018
Priority:	Normale	Due date:	
Assignee:	Frédéric Couchet	% Done:	0%
Category:		Estimated time:	0.00 hour
Target version:	Backlog	Spent time:	0.00 hour
Difficulté:	2 Facile		

Description

Ce rôle n'est pas obligatoire pour une structure telle que l'April, mais il est bon de s'y conformer pour montrer notre volontarisme sur la question.

Voir <https://www.cnil.fr/fr/devenir-delegue-la-protection-des-donnees> pour plus d'infos

Frédéric Couchet se propose pour prendre cette casquette, mais reste ouvert à laisser la place à tout volontaire qui se présenterait

History

#1 - 05/11/2018 02:51 PM - Frédéric Couchet

- Subject changed from *Nommer un délégué à la protection des données* to *Nommer un- Délégué- à la protection des données ?*

#2 - 05/11/2018 02:52 PM - Frédéric Couchet

Le pad principal : <https://pad.april.org/p/rgpd>

#3 - 05/11/2018 02:54 PM - Frédéric Couchet

Un des dispositif au cœur de ce RGPD concerne la désignation d'un ou une Délégué-e à la protection des données (DPD). Voir <https://www.cnil.fr/fr/devenir-delegue-la-protection-des-donnees> Ce sont les articles 37 et suivants <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre4#Article38>

En gros, cette personne est chargé de s'assurer de la mise en œuvre de la conformité au RGPD au sein de l'organisme qui l'a désigné s'agissant de l'ensemble des traitements mis en œuvre par l'organisme.

La nomination d'un-e DPD n'est pa obligatoire dans le cas de l'April. C'était déjà la même chose pour la désignation du Correspondant Informatique et Libertés (CIL) auprès de la CNIL, et on l'avait fait car c'est plutôt une bonne chose. Cela montre l'importance que l'on accorde au sujet et cela donne des accès privilégiés auprès de la CNIL. Pour l'April, le CIL est Frédéric Couchet, délégué général.

Le rôle de CIL va disparaître le 25 mai. Le CIL a naturellement vocation à devenir DPD. La transformation du CIL en DPD ne sera cependant pas automatique.

À noter que <<https://www.cnil.fr/fr/devenir-delegue-la-protection-des-donnees>>

Le délégué ne doit pas avoir de conflit d'intérêts avec ses autres missions. Cela signifie qu'il ne peut occuper des fonctions, au sein de l'organisme, qui le conduise à déterminer les finalités et les moyens d'un traitement. [...] A titre d'exemple, les fonctions suivantes sont susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts : secrétaire général, directeur général des services, directeur général, directeur opérationnel...

C'est l'article 38 « Fonction du délégué à la protection des données » du règlement (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre4#Article38>).

Dans le cas de l'April, le rôle du/d'une DPD serait incompatible avec celui de DG (ou de président). Même si dans les faits le DG a toujours agi en mettant la protection des données personnelles prioritaires par rapport à la finalité et les moyens des traitements que l'on peut faire sur les données personnelles.

Dans la loi informatique et libertés, il n'y avait pas de contrainte sur un possible conflit d'intérêts entre rôle de CIL et DG.

Même si la nomination formelle d'un-e DPD n'est pas obligatoire il est bien d'avoir une personne en charge de la gouvernance des données personnelles et de s'assurer de la mise en œuvre de la conformité au RGPD. Ce rôle est assuré par Frédéric Couchet, en tant que CIL (rôle qui disparaît le 25 mai 2018).

#4 - 05/13/2018 10:28 AM - François Poulain

Perso je veux bien être DPD et à ce titre 1) mener un chantier de documentation sur nos pratiques, 2) mener les réformes qu'on jugera nécessaire.

Par contre j'aimerais qu'on m'épargne le rôle d'exégète de la réglementation : ma patience à lire du code obfusqué se réduit fortement d'années en années. :)

Enfin je pense que ce serait une erreur de réduire à une ou deux personnes cette compétence. Sans diluer la responsabilité, on devrait avoir un groupe de travail interne, une « privacy task force », qui rassemblerait notamment Benj (chef adminsyst et dev dtc), Christian (sensible à ce sujet), le/la secrétaire (spammeur en chef), le président, le DG.

#5 - 05/14/2018 03:11 PM - Frédéric Couchet

échange sur irc :

```
[05/14/18 14:58] <madix> PoluX[1]_: concernant ton commentaire sur https://agir.april.org/issues/3119 (nommer un·e DPD) sur « j'aimerais qu'on m'épargne le rôle d'exégète de la réglementation » -> cette connaissance est justement un des critères de base pour nommer un·e DPD :)
[05/14/18 15:00] <madix> PoluX[1]_: et sur « je pense que ce serait une erreur de réduire à une ou deux personnes cette compétence » -> un autre critère est la capacité d'action qui passe par le fait d'être 1 seule personne :)
[05/14/18 15:01] <madix> même si bien sûr la mise en œuvre passe par une « privacy task force »
[05/14/18 15:02] <PoluX[1]> madix: beh je veux bien porter la responsabilité, mais je veux dire que en pratique c'est mieux de partager ce savoir faire
<madix> ou plutôt chaque personne intervenant sur le SI devrait être « privacy first » dans sa démarche :)
[05/14/18 15:03] <madix> PoluX[1]_: faire ça ne rimerait à rien par rapport au RGPD, c'est confondre la responsabilité et le savoir faire
<madix> mais bon, la nomination d'un·e DPD n'est pas obligatoire dans notre situation
<PoluX[1]> concernant l'exégèse, je veux dire que j'aurais besoin d'un brief sur la réglementation applicable à notre cas, je ne me considère pas techniquement compétent pour traduire le gloubi boulgas juridique en obligation « april » :)
[05/14/18 15:06] <madix> PoluX[1]_: c'est pourtant le rôle du DPD, car cette personne est responsable de la compréhension de la réglementation et du suivi de sa bonne application par l'organisme (mais pas de mettre en œuvre elle-même), quitte à s'opposer à des pratiques de l'organisme :)
[05/14/18 15:07] <madix> à part ça, j'ai mis un courriel sur admins@ pour lister les traitements/service/sites... de l'April impliquant des données personnelles
<PoluX[1]> ha beh je me méprends sur le rôle :) moi je ne suis près à m'investir que dans le « suivi de sa bonne application par l'organisme »
[05/14/18 15:09] <madix> PoluX[1]_: je mets à jour la tâche avec notre échange alors :)
```

#6 - 05/31/2018 01:18 PM - Quentin Gibeaux

- Target version changed from *Mai 2018* to *Juin 2018*

#7 - 06/25/2018 02:42 PM - Frédéric Couchet

- Subject changed from *Nommer un· Délégué· à la protection des données ?* to *Nommer un-e Délégué-e à la protection des données ?*

#8 - 06/27/2018 09:31 PM - Frédéric Couchet

- Target version changed from *Juin 2018* to *Été 2018*

#9 - 09/06/2018 01:33 PM - Quentin Gibeaux

- Target version changed from *Été 2018* to *Septembre 2018*

#10 - 10/04/2018 09:55 AM - Quentin Gibeaux

- Target version changed from *Septembre 2018* to *Octobre 2018*

#11 - 11/08/2018 12:33 PM - Quentin Gibeaux

- Target version changed from *Octobre 2018* to *Backlog*

#12 - 08/08/2019 09:16 AM - Frédéric Couchet

- Status changed from *Nouveau* to *Résolu*

Vu le temps qui passe sur le sujet et au vu des échanges, je clos la tâche. Comme, dans notre cas, le rôle du/d'une DPD serait incompatible avec celui de DG (ou de président) je ne peux assumer ce rôle. Ce sera donc un rôle collectif.

#13 - 01/31/2020 05:38 PM - Quentin Gibeaux

- Status changed from *Résolu* to *Fermé*

#14 - 11/18/2021 06:31 PM - François Poulain

<https://www.cnil.fr/fr/la-cnile-publie-un-guide-du-delegue-la-protection-des-donnees>